SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 26 AVRIL 1892.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi approuvant la convention relative à l'échange entre la Belgique et la France des documents officiels et des ouvrages exécutés aux frais des Gouvernements.

(Voir les nos 54 et 107, session de 1891-1892, de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Baron T'KINT DE ROODENBEKE, Président; le Comte DE HEMRICOURT DE GRUNNE, DE MEESTER DE BETZENBROECK, le Duc D'URSEL, le Baron DE LABBEVILLE et VAN OCKERHOUT, Rapporteur.

MESSIEURS,

Une conférence pour les échanges de documents officiels et de publications scientifiques et littéraires a eu lieu en 1883 entre plusieurs puissances, et à la suite de cette conférence une convention qui porte la date du 15 mars 1886, intervint entre la Belgique et d'autres pays. La France voulant garder toute sa liberté ne signa pas l'acte général de cette convention.

Les délégués français firent observer que la France produisant plus que tout autre pays des ouvrages importants visés dans le projet de convention, les engagements qui en résulteraient pour elle constitueraient une charge considérable à laquelle il manquerait, sans doute, une équitable compensation.

Depuis lors le gouvernement français a fait des ouvertures pour arriver à un arrangement spécial entre la Belgique et la France.

La convention soumise à notre approbation est le résultat des négociations entamées à la suite de ces ouvertures. Elle est conclue pour une période de dix ans.

« Il sera établi, dans chacun des États contractants, un bureau chargé du service des échanges : » tel est le texte de l'article 1^{er}.

L'article 2 dit : « Les publications que les États contractants s'engagent à échanger sont les documents officiels, parlementaires et administratifs qui sont livrés à la publicité dans le lieu d'origine. Pourront toutefois être échangés, dans de certaines limites, les ouvrages exécutés aux frais des gouvernements. »

(2)

Les autres articles concernent le mode d'exécution.

Des échanges de productions scientifiques et littéraires existent officiellement depuis plusieurs années entre la Belgique et la France. Les deux gouvernements trouveront dans la convention qui nous est soumise l'occasion d'étendre considérablement leurs relations d'échanges.

Votre Commission vous propose, Messieurs, de réserver à cette convention un accueil favorable comme celui qu'elle a reçu à la Chambre des Représentants.

Le Rapporteur,
VAN OCKERHOUT.

Le Président,
B^{on} T'KINT DE ROODENBEKE.